

M. Broadbent: Je tiens à rappeler au premier ministre que des milliers de Canadiens, des retraités ou des bénéficiaires d'allocations familiales s'inquiètent en le voyant essayer d'esquiver ces questions. Je le demande au premier ministre pour la troisième fois: nous donnera-t-il l'assurance qu'aucun programme social ne sera grevé d'un impôt spécial? Oui ou non? La question est très directe. Nous ne voulons pas une réponse douceuse et alambiquée, seulement une réponse franche et directe.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Pour une raison quelconque, le chef du Nouveau parti démocratique voudrait, sans attendre les documents de consultation qui ont été promis, sans attendre d'écouter ce que les Canadiens ont à dire, sans attendre de réponse à la question de justice—est-il juste qu'une personne gagnant un demi-million de dollars par année touche les mêmes prestations que tout le monde? Ce sont là des questions légitimes dont il faut discuter et qu'il faut comprendre—sans attendre tout cela, donc, et sans attendre les consultations avec les gouvernements provinciaux, que nous répondions à toutes les questions hypothétiques imaginables que ce député se plaît à poser, non pas pour revaloriser l'intégrité des programmes sociaux mais pour se faire du capital politique.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Eh bien, le député a tort! Les Canadiens savent à quoi s'en tenir sur vous. Ils savent à quoi s'en tenir sur le NPD.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Et je puis assurer à mon honorable collègue qu'il sera de notre avis et qu'il appuiera le gouvernement élu du Canada quand nous présenterons nos programmes qui se révéleront un formidable apport aux programmes universels et au mieux-être des nécessiteux au Canada. Il nous appuiera ce jour-là.

Des voix: Bravo!

LES DÉCLARATIONS DES MINISTRES

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, le premier ministre affirme que ses opinions et celles de ses ministres ne sont pas contradictoires. En ce qui a trait à l'universalité, le premier ministre et son gouvernement conviennent-ils que, comme il l'avait déclaré, le gouvernement ne reprendra pas en impôts le plein montant des pensions de vieillesse versées aux Canadiens des tranches supérieures de revenus? Ou bien l'opinion qui primera sera-t-elle celle qu'a avancée le ministre des Finances hier après la période des questions quand il a contredit le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, qui a pour sa part déclaré—et c'était le troisième point de vue exprimé par des ministres—que le ministre des Finances n'avait pas entièrement rejeté la possibilité de percevoir un impôt spécial sur les allocations familiales et les prestations de sécurité de la vieillesse versées aux bien nantis?

Questions orales

Enfin, monsieur le Président, la position du gouvernement dirigé par le premier ministre est-elle celle qu'a exprimée un membre de son cabinet, le leader du gouvernement au Sénat, qui, d'après le *hansard* du Sénat, a déclaré il y a deux jours...

M. Crosbie: Règlement.

M. Frith: C'est une question. Ce n'est pas irrecevable.

M. Crosbie: Vous n'êtes pas à l'émission *The Journal*.

M. Frith: La question lui a été posée par le sénateur Frith au Sénat.

M. Crosbie: Au fait.

M. Frith: Celui-ci a demandé: «Est-il encore question de faire une évaluation du revenu?» La réponse était...

M. le Président: A l'ordre. Sauf tout le respect que je dois au député, le problème...

Des voix: Oh, oh!

M. Hees: Le député devrait se rasseoir.

M. le Président: A l'ordre. Sauf tout le respect que je dois au député, les députés ne sont pas normalement autorisés à citer des passages des déclarations de l'autre endroit. Si je ne m'abuse, on pourrait maintenant répondre à la première question du député.

M. Frith: Le premier ministre peut-il expliquer à la Chambre quel ministre reflète la politique du gouvernement?

Une voix: Erik Nielsen.

M. le Président: Une question supplémentaire.

M. Frith: Monsieur le Président, vous avez raison. Aucune des règles de la Chambre ne dit que le premier ministre doit répondre lui-même.

M. Mulroney: Je serais ravi de le faire.

M. Frith: Je veux savoir si c'est l'opinion du ministre des Finances, celle du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, celle du premier ministre ou celle du leader du gouvernement au Sénat, qui reflète la position du gouvernement? Qui devons-nous croire?

● (1430)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous avons dit que nous étions partisans de l'universalité des programmes sociaux, que nous nous opposons à une évaluation du revenu et que nous cherchions des moyens d'être plus généreux envers les pauvres. Avez-vous quelque chose à redire à cela? Je voudrais savoir, monsieur le Président, si le parti libéral s'oppose à cela. Alors posez votre question en conséquence.

LA POSITION DU MINISTRE

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, je pose ma question au ministre des Finances. Hier, le premier ministre a affirmé, au nom du gouvernement, qu'il était contre l'idée de récupérer par le biais de l'impôt, les sommes versées au titre de la pension de vieillesse. Est-ce la position du ministre des Finances?